Perspectives sectorielles

2010-2012

Abitibi-Témiscamingue

Service Canada

servicecanada.gc.ca 1 800 O-Canada

Auteur
Luc Blanchette, économiste
Service Canada
Région de l'Abitibi-Témiscamingue
Téléphone : 1-819-764-6711, poste 300; 1-800-567-6465, poste 300
Courriel : luc.blanchette@servicecanada.gc.ca

Révision de texte
Janine Cardinal

Mise en page
Muriel Deslauriers

Photos
Image modifiée, Denis Chabot, © Le Québec en images, CCDMD
Image modifiée, Gilles M. Deschênes, © Le Québec en images, CCDMD
Image modifiée, Martin Caron, © Le Québec en images, CCDMD

Octobre 2010

This publication is also available in English.

Dans ce document, l'usage exclusif du masculin pour désigner les personnes n'a pour seul but que d'alléger le texte.

Le contenu de ce document découle d'analyses réalisées par son auteur et ne reflète pas nécessairement le point de vue du gouvernement du Canada.

Table des matières

Sommaire....4
Introduction....5
Notes méthodologiques....6

Partie 1 : Vue d'ensemble....8
Description du territoire....8
Environnement économique....8
Indicateurs du marché du travail....9

Partie 2 : Perspectives sectorielles....10
Vue d'ensemble....10
Secteur primaire....11
Secteur de la fabrication....13
Fabrication liée à la consommation....15
Fabrication liée aux ressources....15
Fabrication liée aux investissements....16
Industrie de la construction....16
Secteur des services....16
Services à la consommation....17
Services à la production....18
Services gouvernementaux et parapublics....20

Liste des tableaux

Tableau 1
Principaux indicateurs du marché du travail - 2006-2008....9
Tableau 2
Répartition et perspectives de l'emploi selon certains regroupements industriels....10
Tableau 3
Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur primaire....11
Tableau 4
Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur de la fabrication....14
Tableau 5
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la consommation....17
Tableau 6
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la production....19
Tableau 7
Répartition et perspectives de l'emploi dans les services publics et parapublics....21

Sommaire

Ce document sur les perspectives sectorielles présente un portrait sommaire des perspectives démographiques, économiques et sectorielles de l'Abitibi-Témiscamingue pour la période 2010-2012.

Perspectives démographiques

En 2009, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population de ce territoire était de 145 886 personnes, soit en faible croissance depuis 2005. Cette évolution démographique s'explique par un solde migratoire négatif contenu et une natalité plus élevée que celle du Québec. Selon l'ISQ, la population totale de l'Abitibi-Témiscamingue devrait décroître de -0,1 % par année de 2006 à 2031, comparativement à une croissance annuelle de 0,6 % au Québec. En 2031, l'Abitibi-Témiscamingue compterait 141 000 personnes.

Perspectives économiques

Aux États-Unis, la récession de 2008-2009 a miné la confiance des entreprises et des ménages américains. En ce sens, la reprise économique semble modérée.

La croissance économique du Canada, fortement influencée par les performances des provinces de l'Ouest, profite largement de l'engouement pour le secteur de l'énergie et des métaux précieux. Advenant une chute de ces matières premières, le cours du dollar canadien s'en trouverait influencé et une baisse du taux de change pourrait s'ensuivre. Au Canada et au Québec, la dernière récession a touché tant les industries que les ménages canadiens, mais définitivement moins qu'aux États-Unis. Plus récemment, l'industrie manufacturière a refait des investissements et les emplois perdus au cours de la récession ont été recouvrés. Les consommateurs ont aussi repris confiance dans leur économie. Cette relance des investissements couvre également une hausse du nombre de mises en chantier dans l'industrie de la construction. Plusieurs industries exportatrices du Québec tentent de s'ajuster à une concurrence internationale de plus en plus intense. Ainsi, la balance commerciale pourrait se détériorer de nouveau en 2010. Au Québec et au Canada, si les prévisions se réalisent pour 2010, nous pourrions obtenir une croissance de 1,9 % au Québec et de 2,1 % au Canada et une poursuite de cette croissance en 2011 à 2,7 % au Québec et à 2,6 % au Canada.

Perspectives sectorielles

De 2010 à 2012, le marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue devrait connaître un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 0,9 %. Dans l'ensemble du Québec, le rythme de croissance de l'emploi devrait se situer autour de 1,0 % au cours de cette même période.

Secteur primaire

En Abitibi-Témiscamingue, le secteur primaire est responsable de 9 100 emplois, soit 13,6 % de l'ensemble des emplois du marché du travail comparativement à 2,4 % au Québec. De ce nombre, 1,3 % des emplois dépendent du secteur agricole, 2,8 % relèvent du secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière et 9,4 % vont au secteur de l'extraction minière. De 2010 à 2012, les perspectives sectorielles dans le secteur primaire sont parfois contradictoires. On devrait observer une décroissance annuelle des secteurs agricole et forestier avec des taux de croissance de -3,9 % et -3,6 % respectivement alors que l'industrie minière afficherait un taux de croissance de 1,0 %. Globalement, le secteur primaire afficherait un taux de croissance de -0,4 %.

Secteur secondaire

Le secteur de la fabrication regroupe 6 300 emplois, soit 9,4 % de l'ensemble des emplois en Abitibi-Témiscamingue, comparativement à 14,0 % en moyenne au Québec. Ce sont les industries du bois (3,4 %) et du papier (2,2 %) qui constituent l'essentiel de la base manufacturière de la région de l'Abitibi-Témiscamingue avec 60 % de l'emploi manufacturier. De plus, l'industrie de la construction représente 2 700 emplois, soit 4,0 % de l'ensemble des emplois qui se rattachent également au secteur secondaire. D'ici 2012, les secteurs rattachés à l'industrie du bois et du papier n'offriront pas de bonnes perspectives étant donné les difficultés de l'industrie forestière et la lente reprise de la construction résidentielle aux États-Unis. De même, le secteur des aliments et boissons affichera des perspectives négatives. Les activités régionales de l'industrie de la construction devraient connaître toutefois une croissance de 2,4 % par année d'ici 2012, en raison des travaux à la Baie James et de l'importante croissance de la construction résidentielle et industrielle.

Secteur tertiaire

Le grand secteur des services occupe une place prépondérante en Abitibi-Témiscamingue, comme partout ailleurs au Québec. On y recense 48 900 emplois, soit 73 % des emplois du marché du travail régional comparativement à 78 % au Québec. Parmi les regroupements, les services à la consommation s'imposent dans l'économie régionale avec une part de 28 % des emplois (18 600), les services gouvernementaux et parapublics occupent aussi une place importante avec 26 % des emplois (17 200) et les services à la production comblent 20 % des emplois (13 100) de l'Abitibi-Témiscamingue. Les services poursuivront leur développement d'avant la récession avec une prévision de croissance de 1,3 % en moyenne par année jusqu'en 2012. Pour leur part, le secteur des services à la consommation devrait connaître une croissance de 0,9 %, celui des services gouvernementaux et parapublics, une croissance de 0,8 %, et celui des services à la production, 2,9 %.

Introduction

Service Canada développe, à chaque année, des scénarios de prévisions à moyen terme de l'emploi selon les industries et les professions pour l'ensemble du Québec et pour chacune de ses régions économiques. Les résultats de ces analyses sont publiés sous la forme d'une série d'études qui visent à donner un aperçu global de l'évolution récente et des perspectives du marché du travail au Québec et dans ses différentes régions.

Cette série de documents intéressera, nous l'espérons, les personnes cherchant leur voie sur le marché du travail ainsi que celles qui les appuient dans cette démarche, qu'il s'agisse des parents et du personnel du milieu de l'éducation ou des services d'aide à l'emploi. Elle devrait également intéresser les entreprises et les associations d'employeurs désireuses d'identifier certains enjeux relatifs à la gestion des ressources humaines dans leur industrie.

Le présent document comporte deux sections. La première partie dresse un portrait d'ensemble du marché du travail de la région : y sont présentés un aperçu de l'évolution économique et les principaux indicateurs du marché du travail. La deuxième partie aborde les perspectives sectorielles sur la base de regroupements industriels définis à partir du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Notes méthodologiques

Niveaux estimés d'emploi

Les estimations d'emploi par industrie sont basées sur les données de l'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada. Ce choix a été motivé par le fait que l'EPA constitue la seule source à la fois fiable et continue de l'évolution de l'emploi tant au Québec que dans les régions. Compte tenu que certaines industries présentent de faibles niveaux d'emploi dans plusieurs régions économiques, d'autres sources de données, principalement de nature administrative, ont parfois été utilisées pour pallier le manque de fiabilité de l'EPA dans ces industries. De plus, des moyennes des trois dernières années (2007-2008-2009) sont présentées dans les tableaux statistiques pour donner une indication plus fiable des niveaux d'emploi.

Les projections d'emploi ont été établies pour une période de trois ans s'étendant de 2010 à 2012. Elles ont été effectuées au cours de l'hiver 2009-2010 et sont le fruit d'un travail de collaboration de l'ensemble des économistes de Service Canada présents dans les régions du Québec. Nous tenons également à remercier l'équipe du Système de projection des professions au Canada (SPPC) sans laquelle nous ne disposerions pas de plusieurs des outils d'analyse et de prévisions à la base de la présente étude.

Regroupements industriels

L'analyse industrielle présentée dans ce document repose sur une agrégation basée sur le SCIAN. Nous présentons ici un bref aperçu de la composition de chacun de ces groupes. Une définition précise des industries est disponible à Statistique Canada.

Secteur primaire
- 11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse
- 21 Extraction minière et extraction du pétrole et du gaz

Secteur de la fabrication
- 31-33 Fabrication

Les regroupements suivants peuvent également avoir été utilisés :

Fabrication liée à la consommation
- 311 Fabrication d'aliments
- 312 Fabrication de boissons et de produits du tabac
- 313 Usines de textiles
- 314 Usines de produits textiles
- 315 Fabrication de vêtements
- 316 Fabrication de produits en cuir et de produits analogues
- 323 Impression et activités connexes de soutien
- 337 Fabrication de meubles et de produits connexes
- 339 Activités diverses de fabrication

Fabrication liée aux ressources
- 321 Fabrication de produits en bois
- 322 Fabrication du papier
- 324 Fabrication de produits du pétrole et du charbon
- 327 Fabrication de produits minéraux non métalliques
- 331 Première transformation des métaux

Fabrication liée aux investissements
- 325 Fabrication de produits chimiques
- 326 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique
- 332 Fabrication de produits métalliques
- 333 Fabrication de machines
- 334 Fabrication de produits informatiques et électroniques
- 335 Fabrication de matériel, d'appareils et de composantes électriques
- 336 Fabrication de matériel de transport

Construction
- 23 Construction

Services à la consommation
- 44-45 Commerce de détail
- 51 Industrie de l'information et industrie culturelle
- 71 Arts, spectacles et loisirs
- 72 Hébergement et services de restauration
- 81 Autres services, sauf les administrations publiques

Services à la production
- 22 Services publics
- 41 Commerce de gros
- 48-49 Transport et entreposage
- 52 Finances et assurances
- 53 Services immobiliers et services de location et de location à bail
- 54 Services professionnels, scientifiques et techniques
- 55 Gestion de sociétés et d'entreprises
- 56 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services gouvernementaux et parapublics
- 61 Services d'enseignement
- 62 Soins de santé et assistance sociale
- 91 Administrations publiques

Partie 1 : Vue d'ensemble

Description du territoire

La région de l'Abitibi-Témiscamingue est située dans le nord-ouest du Québec, entre la région du Nord-du-Québec au nord et celle de l'Outaouais au sud, la frontière de l'Ontario à l'ouest et la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean à l'est. Le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue couvre une superficie de 57 669 km^2. Il est riche en lacs, rivières et espaces verts. Plusieurs de ces éléments naturels, dédiés aux loisirs et à la villégiature, présentent un potentiel de développement récréotouristique. La région de l'Abitibi-Témiscamingue comprend quatre municipalités régionales de comté (MRC), soit Abitibi, Abitibi-Ouest, Témiscamingue et Vallée-de-l'Or ainsi que la ville de Rouyn-Noranda.

En 2009, selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population de ce territoire était de 145 886 personnes, soit en croissance annuelle récente de 0,2 % depuis 2005. Cette évolution démographique s'explique par un solde migratoire net contenu de -255 en 2008-2009 (interrégional de -392, interprovincial de +132 et international de +5) ainsi qu'un indice synthétique de fécondité à 2,0 en 2009, comparativement à 1,7 au Québec. Cette hausse de natalité justifie, en partie, l'évolution démographique positive des dernières années. Selon l'ISQ, la population totale de l'Abitibi-Témiscamingue devrait décroître de -0,1 % par année au cours de la période de 2006 à 2031, comparativement à une croissance annuelle de 0,6 % au Québec. Si la tendance se maintient, l'Abitibi-Témiscamingue compterait 141 000 personnes en 2031. Ce scénario est une prévision et la réalité pourrait être fort différente.

Environnement économique

Plusieurs composantes influencent l'activité économique. Aux États-Unis, la récession de 2008-2009 a miné la confiance des ménages. Les investissements des entreprises ont aussi beaucoup souffert des crises immobilières et financières. Une certaine incertitude plane toujours sur l'économie et le marché immobilier résidentiel présente des difficultés de reprise en raison du resserrement des conditions de crédit. L'activité économique en général et le retour à une croissance d'emplois modérée contribuent à redonner confiance aux agents économiques américains. En 2010, le faible taux de change du dollar américain sur les marchés devrait avantager les entreprises américaines exportatrices. Aux États-Unis, la croissance du produit intérieur brut (PIB), la mesure la plus englobante de l'activité économique, pourrait atteindre 3,0 % en 2010 et 2,8 % en 2011, ce qui est loin des -2,4 % de 2009.

La croissance économique du Canada, fortement influencée par les performances des provinces de l'Ouest, profite largement de l'engouement pour le secteur de l'énergie et des métaux précieux. Advenant une chute de ces matières premières, le cours du dollar canadien s'en trouverait influencé et une baisse du taux de change pourrait s'ensuivre. Au Canada et au Québec, la dernière récession a touché tant les industries que les ménages canadiens, mais définitivement moins qu'aux États-Unis. Plus récemment, l'industrie de la fabrication a refait des investissements et les emplois perdus au cours de la récession ont été recouvrés. Les consommateurs ont aussi repris confiance dans leur économie. Cette relance des investissements couvre également une hausse du nombre de mises en chantier dans l'industrie de la construction. Plusieurs industries exportatrices du Québec tentent de s'ajuster à une concurrence internationale de plus en plus intense. Ainsi, la balance commerciale pourrait se détériorer de nouveau en 2010. Au Québec et au Canada, si les prévisions se réalisent pour 2010, nous pourrions obtenir une croissance du PIB réel de 1,9 % au Québec et de 2,1 % au Canada et une poursuite de cette croissance en 2011.

En ce qui concerne les perspectives d'emploi de 2010 à 2012 dans l'ensemble du Québec, le rythme de croissance annuelle de l'emploi devrait se situer autour de 1,0 % alors que le marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue connaîtrait un taux de croissance similaire de 0,9 %. Cette croissance relative cache toutefois des écarts importants, entre les difficultés structurelles de l'industrie forestière d'une part, et la forte croissance des industries minière et de la construction d'autre part. Au cours des dernières années, plusieurs services à la

production ont bénéficié du boom minier et de la construction. Enfin, ces activités ont eu des effets bénéfiques dans les commerces et les services locaux.

Indicateurs du marché du travail

De 2007 à 2009, le rythme de croissance de l'emploi a été de -1,05 % en Abitibi-Témiscamingue, ce qui correspond à une perte de 1 400 emplois. Effectivement, la récession des années 2008 et 2009 a causé la perte de plusieurs emplois au cours de cette période. De 2007 à 2009, en Abitibi-Témiscamingue, le taux d'emploi a évolué en dents de scie passant de 57,9 % en 2007 à 59,0 % en 2008, puis à 56,3 % en 2009, reflétant une année record en 2008, mais une année de récession en 2009.

Tableau 1

Principaux indicateurs du marché du travail – 2007-2009				
Région de l'Abitibi-Témiscamingue				
	2007	**2008**	**2009**	**2007-2009**
Population de 15 ans et plus (en milliers)	115,6	115,8	116,4	115,9
Population active (en milliers)	73,7	73,9	72,4	73,3
Personnes occupées (en milliers)	66,9	68,3	65,5	66,9
Chômeurs (en milliers)	6,8	5,6	6,9	6,4
Taux d'activité (%)	63,7	63,8	62,3	63,3
Taux de chômage (%)	9,2	7,6	9,5	8,8
Taux d'emploi (%)	57,9	59,0	56,3	57,7

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active
Données compilées par Service Canada

De 2007 à 2009, le taux de chômage est passé de 9,2 % à 9,5 %, avec une année record en 2008 où le taux de chômage atteignait 7,6 %.

De 2007 à 2009, le taux de chômage est passé de 9,2 % à 9,5 %, avec une année record en 2008 où le taux de chômage atteignait 7,6 %. Depuis 2005, l'évolution du nombre de personnes en chômage était à la baisse. En effet, le nombre de personnes en chômage a même augmenté, passant de 6 600 en 2005 à 6 900 en 2009. Par ailleurs, malgré la récession de 2008-2009, le taux de chômage s'est tout de même retrouvé en dessous de la barre des 10 %, ce qui est surprenant pour une année de récession.

Le taux d'activité, qui mesure la proportion de la population présente sur le marché du travail, a légèrement diminué, en raison des départs à la retraite des travailleurs âgés dont le nombre a été supérieur à celui des jeunes entrant sur le marché du travail. De 2007 à 2009, le taux d'activité passait de 63,7 % à 62,3 %, une diminution de 1,4 point de pourcentage.

Historiquement, la croissance de la population active suivait de près celle de l'emploi alors que la population inactive était généralement en diminution. Dorénavant, la croissance de la population active sera plus faible que la création d'emplois alors que la population inactive sera en croissance en raison du vieillissement de la population pour quelques décennies. Ces changements influenceront la baisse du nombre de personnes en chômage et le taux de chômage.

Partie 2 : Perspectives sectorielles

Vue d'ensemble

La situation du marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue demeure encore largement tributaire de l'évolution des secteurs des ressources naturelles que sont les industries minière, forestière et agricole.

La situation du marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue demeure encore largement tributaire de l'évolution des secteurs des ressources naturelles que sont les industries minières, forestière et agricole. En 2007-2009, les secteurs primaire et secondaire procuraient 27 % des emplois du marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue, comparativement à 22 % au Québec. La distinction majeure tient au fait que le secteur primaire équivaut à 14 % du marché du travail en raison des effectifs importants dans l'industrie minière. Pour ces raisons, l'Abitibi-Témiscamingue constitue, sur le plan des ressources naturelles, la première région de ressources du Québec en importance en ce qui a trait au pourcentage d'emplois. En corollaire, en Abitibi-Témiscamingue, 73 % des emplois sont rattachés au secteur des services, ce qui est inférieur à la proportion de 78 % observée au Québec. En regroupant les activités des services en trois branches (services à la consommation, services à la production et services gouvernementaux et parapublics), et en calculant la moyenne des emplois des trois dernières années afin d'éviter toute fluctuation conjoncturelle, nous pouvons identifier des différences importantes entre chacun de ces secteurs.

Tableau 2

Répartition et perspectives de l'emploi selon certains regroupements industriels

Région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Ensemble des industries	66,9	100,0 %	100,0 %	0,9 %	1,0 %
Primaire	9,1	13,6 %	2,4 %	-0,4 %	-0,2 %
Fabrication	6,3	9,4 %	14,0 %	-1,1 %	0,4 %
Construction	2,7	4,0 %	5,4 %	2,4 %	1,3 %
Services	48,9	73,1 %	78,2 %	1,3 %	1,1 %
Services à la consommation	18,6	27,8 %	27,6 %	0,9 %	1,0 %
Services à la production	13,1	19,6 %	26,0 %	2,5 %	1,5 %
Services gouv. et parapublics	17,2	25,7 %	24,7 %	0,8 %	0,9 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Les services à la consommation sont ceux qui emploient le plus de personnes en Abitibi-Témiscamingue, soit 18 600 personnes, représentant 27,8 % de l'emploi en comparaison à 27,6 % au Québec. Suivent de près les services gouvernementaux et parapublics avec 17 200 emplois, qui représentent 25,7 % de l'emploi total contre 24,7 % à l'échelle du Québec. Quant aux services à la production, ils emploient 13 100 personnes, soit 20 % des travailleurs en Abitibi-Témiscamingue, un pourcentage moindre qu'au Québec, à 26 %. Cet écart plus important s'explique par une relative concentration des services spécialisés à l'extérieur de l'Abitibi-Témiscamingue. De 2010 à 2012, pour l'ensemble du marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue, la perspective de croissance d'emplois s'avère positive, à 0,9 %. De plus, la récession américaine cause bien des soucis aux entreprises exportatrices de la région qui doivent également composer avec un taux de change défavorable, ce qui devrait limiter le rythme de progression des emplois.

Ainsi, à la fin de la période de prévision, le taux de chômage en Abitibi-Témiscamingue pourrait se maintenir à près de 10 % en raison de la rareté de la main-d'œuvre qualifiée.

Secteur primaire

Le secteur de l'agriculture et celui de la forêt devraient afficher respectivement des taux de croissance de -3,9 % et de -3,6 % alors que le secteur minier devrait afficher un taux de 1,0 %.

De 2010 à 2012, le scénario prévoit une décroissance de -0,4 % pour le secteur primaire en Abitibi-Témiscamingue, comparativement à -0,2 % au Québec. En Abitibi-Témiscamingue, le taux de croissance négatif cache des écarts importants. De fait, le secteur agricole et le secteur forestier devraient afficher respectivement des taux de croissance de -3,9 % et de -3,6 % alors que le secteur de l'extraction minière afficherait un taux de 1,0 %. Cela ne doit pas occulter le fait que les industries forestières, minières et agricoles jouent un rôle majeur et constituent la principale source d'emplois dans plusieurs municipalités.

L'industrie agricole

La filière agricole contribue, sans nul doute, à la richesse collective, en jouant un rôle déterminant dans l'occupation du territoire et le maintien du tissu social. Les terres fertiles autour du lac Témiscamingue et la ceinture argileuse du lac Abitibi font de ces régions des endroits propices à la culture de certains végétaux. Des zones plus sablonneuses sont adaptées à la culture de la pomme de terre et de la carotte. Les bonnes terres arables à moindre coût sont dédiées à la production de fourrage (80 %) et, dans une moindre proportion, à celle de céréales (18 %). Il n'existe pas de tradition horticole en Abitibi-Témiscamingue mais l'horticulture est toutefois en plein développement. Enfin, l'exploitation agricole n'a pas dégradé la qualité des sols et le potentiel de l'agriculture est intéressant, surtout pour l'élevage du bétail sous l'influence du climat continental.

Tableau 3

Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur primaire

Région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Ensemble du secteur primaire	9,1	13,6 %	2,4 %	-0,4 %	-0,2 %
Agriculture	0,9	1,3 %	1,6 %	-3,9 %	-0,2 %
Foresterie et exploitation forestière	1,9	2,8 %	0,4 %	-3,6 %	-2,8 %
Pêche, chasse et piégeage	0,0	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Extraction minière	6,3	9,4 %	0,4 %	1,0 %	1,5 %

Source : ServiceCanada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Plusieurs facteurs menacent les entrepreneurs agricoles et affectent les marges bénéficiaires des propriétaires.

Sur le plan de la main-d'œuvre agricole, les trois principales régions de l'Abitibi-Témiscamingue sont la MRC Témiscamingue avec 35 % de la main-d'œuvre agricole régionale, la MRC Abitibi avec 27 % et la MRC Abitibi-Ouest avec 26 %. Malgré une diminution du nombre des exploitations agricoles au fil des ans, leur revenu a connu une croissance, passant de 67 millions de dollars (1999) à 119 millions de dollars (2008). Depuis quelques décennies, on assiste à un phénomène de consolidation des fermes laitières de tailles supérieures, au développement d'une alimentation à base d'ensilages et même à des travaux de recherche appliquée adaptée au climat continental. Certes, la crise de la vache folle, la menace de grippe aviaire, puis la reconversion des terres à des fins de production de blé pour l'éthanol, sans compter la hausse des prix des intrants, un taux de

change canadien défavorable, la récession américaine, l'explosion des coûts des programmes de soutien du revenu, ainsi que toutes sortes de contraintes liées à la négociation multilatérale de l'OMC, sont plusieurs facteurs qui menacent les entrepreneurs agricoles et affectent les marges bénéficiaires des propriétaires.

En 2008, sur le plan de la production animale, les revenus agricoles s'élevaient à 90,9 millions de dollars, pour 76 % des revenus agricoles de l'Abitibi-Témiscamingue. Suivent, par ordre d'importance, l'élevage du bovin de boucherie (41 millions de dollars), du bovin laitier (39 millions de dollars), de la volaille (5 millions de dollars), la production ovine (3 millions de dollars) et la production porcine (2 millions de dollars). L'agriculture régionale est également responsable d'autres productions animales dites marginales dans les domaines chevalin, caprin, cunicole, apicole ainsi que l'élevage de sangliers, de cervidés, d'émeus et de bisons. Peu nombreuses, ces productions contribuent tout de même à diversifier l'agriculture en Abitibi-Témiscamingue. Sur le plan de la production végétale, le secteur agricole de l'Abitibi-Témiscamingue fournit généralement des produits servant à nourrir les cheptels régionaux. L'économie agricole de l'Abitibi-Témiscamingue affiche des revenus de production végétale de 28,3 millions de dollars, soit 24 % des revenus agricoles régionaux. Suivent, par ordre d'importance, la production de céréales (11 millions de dollars), les cultures abritées (7 millions de dollars), les fourrages récoltés (3 millions de dollars), les superficies non cultivées (3 millions de dollars) et les légumes frais (2 millions de dollars). De plus, d'autres producteurs, soit des acériculteurs et des producteurs de fruits, exploitent des superficies pour des recettes de 1,3 million de dollars, De 2010 à 2012, une décroissance est prévue dans le secteur agricole. Ces perspectives agricoles, à -3,9 %, reflètent une situation critique appelée crise du revenu qui se vit en Abitibi-Témiscamingue comme ailleurs au Québec.

L'industrie forestière

Les difficultés structurelles et conjoncturelles sont nombreuses pour l'industrie forestière de la première transformation, notamment en raison des conflits canado-américains du bois d'œuvre, la hausse du coût de la fibre, la vive concurrence internationale, les baisses de 23 % des approvisionnements, la crise immobilière américaine et un taux de change défavorable.

Au Québec, la tenure de la forêt se subdivise en deux types soit la forêt publique et la forêt privée. Dans la forêt publique, le financement des travaux d'aménagement dépend en partie du volume de coupes forestières. Autrement dit, les nombreuses fermetures d'usines temporaires ont pu amputer le budget des travaux d'aménagement en Abitibi-Témiscamingue. Les difficultés structurelles sont nombreuses pour l'industrie forestière de la première transformation et par voie de conséquence pour le secteur primaire de la foresterie ainsi que pour celui de l'exploitation forestière. L'industrie forestière s'est vue imposer une réorganisation complète, notamment avec les conflits canado-américains du bois d'œuvre, la hausse du coût de la fibre, le prix élevé du carburant, la vive concurrence internationale dans le domaine des pâtes et papiers, les diverses pressions environnementales ainsi que les baisses d'approvisionnement de près de 23 % pour l'Abitibi-Témiscamingue. Par ailleurs, des difficultés conjoncturelles se sont ajoutées. En effet, la baisse du nombre de mises en chantier et des investissements résidentiels aux États-Unis a entraîné un affaissement du prix des matériaux de bois sur le marché nord-américain. De plus, le taux de change, qui s'est fortement apprécié, demeure défavorable à l'industrie forestière canadienne fortement exportatrice. Tous ces facteurs minent les marges bénéficiaires des entreprises forestières de l'Abitibi-Témiscamingue et du Québec.

Les problèmes vécus par l'industrie forestière sont nombreux et plusieurs facteurs montrent à quel point les entreprises forestières sont éprouvées. Bien sûr, d'autres scénarios pourraient se réaliser, dont d'autres intégrations, des rachats d'entreprises, des fusions, des réorganisations d'ensemble ainsi que des fermetures temporaires ou définitives. Il ne s'agit certes pas de bonnes années pour l'industrie forestière québécoise et celle de l'Abitibi-Témiscamingue. Pour la période de prévision de 2010 à 2012, les perspectives sectorielles dans l'industrie forestière sont généralement négatives en Abitibi-Témiscamingue. Ainsi, le secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière afficherait un taux de croissance annuel moyen de -3,6 %.

L'industrie minière

L'Abitibi est reconnue mondialement pour le grand nombre de ses gisements polymétalliques et de métaux précieux et fait de ce territoire une des principales régions minières du Québec.

L'importance de l'industrie minière en Abitibi-Témiscamingue est indéniable. Caractérisée par une intégration de ses activités, de l'exploration à l'exploitation, de la concentration du minerai à sa première transformation, des nombreux laboratoires d'analyses des entreprises de services miniers jusqu'aux activités de recherche, l'industrie minière constitue une filière de production complète. La région de l'Abitibi-Témiscamingue est reconnue mondialement pour le grand nombre de ses gisements polymétalliques et de métaux précieux, qui font de ce territoire la principale région minière du Québec depuis près d'un siècle.

L'ampleur des activités et des travaux d'exploration dans le Nord-du-Québec est également responsable d'un surcroît d'ouvrage dans les activités indirectes de l'industrie minière. Les camps miniers dans le Grand Nord, tels que les projets de Raglan dans le Nunavik ou de Meadowbank dans le Nunavut, sont desservis tant en termes de bassin de main-d'œuvre que de matériaux et autres types d'approvisionnement à partir de bases aériennes plus au sud comme celles de Rouyn-Noranda et Val-d'Or.

La situation dans l'industrie minière est jugée favorable par les intervenants du domaine d'activité. Au cours des cinq dernières années, le Québec a joui d'un climat favorable en matière d'investissement. De fait, pour l'Abitibi-Témiscamingue, les dépenses d'exploration et de mise en valeur n'ont cessé d'être en croissance, passant de près de 98 millions de dollars en 2004 à 164 millions de dollars en 2009 selon les premières intentions d'investissement des entreprises. Dans le Nord-du-Québec, toujours depuis 2004, ces dépenses d'exploration et de mise en valeur suivaient les mêmes tendances de croissance en étant toujours supérieures à 100 millions de dollars et les intentions d'investissement de l'année 2009 atteignaient 152 millions de dollars pour cette région. Les activités d'exploration et de mise en valeur ont principalement visé les métaux précieux, surtout l'or, puis les métaux usuels (cuivre et zinc) et, dans une moindre mesure, l'uranium et le diamant.

La fluctuation des prix des métaux est importante dans le calcul de la faisabilité des projets miniers. L'évolution du prix de l'or à près de 1 200 $US l'once *troy* génère des profits aux exploitants miniers. Au plan international, la chute de la valeur du dollar américain a eu pour effet de rendre au lingot d'or le rôle de valeur refuge.

La fluctuation des prix des métaux usuels n'a pas été aussi profitable; toutefois, la reprise lente mais continue de la demande internationale qui a suivi la récession est garante d'une croissance de l'industrie minière. La relance des investissements, la création d'emplois et la croissance dans les pays émergents producteurs de biens durables pourraient soutenir la demande de métaux de base sur le marché. La seule ombre au tableau est l'incertitude du côté européen. En effet, les pays du sud de l'Europe, membres de la zone euro, pourraient allonger artificiellement une période de contraction et empêcher une reprise de la consommation du continent. Autrement dit, les exportations des pays émergents seraient freinées par la limitation des importations des pays européens. Pour ces raisons, de 2010 à 2012, les perspectives sectorielles sont prudentes pour cette industrie et le taux de croissance annuel moyen pour le secteur de l'extraction de minerai s'élèverait à 1,0 %.

Secteur de la fabrication

Le secteur de la fabrication pourrait connaître des difficultés en raison des perspectives défavorables dans l'industrie de produits en bois et du papier.

En 2007-2009, le secteur de la fabrication comptait en moyenne 6 300 personnes, soit 9,4 % des emplois régionaux de l'Abitibi-Témiscamingue, comparativement à 14,0 % au Québec. Le secteur de la fabrication québécois est plus diversifié que celui de la région. Pour la période de prévision de 2010 à 2012, l'ensemble du secteur de la fabrication pourrait connaître une croissance d'emplois de l'ordre de -1,1 % en Abitibi-Témiscamingue contre 0,4 % au Québec. Ceci s'explique par des perspectives défavorables dans l'industrie des aliments et boissons (-5,9 %), ainsi que dans les industries des produits en bois (-4,6 %) et celle du papier (-2,3 %). Les perspectives sont toutefois favorables dans le secteur des produits minéraux non métalliques et celui de la fabrication de machines.

Tableau 4

Répartition et perspectives de l'emploi dans le secteur de la fabrication					
Région de l'Abitibi-Témiscamingue					
	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Ensemble du secteur de la fabrication	6,3	9,4 %	14,0 %	-1,1 %	0,4 %
Fabrication liée à la consommation	**0,9**	**1,3 %**	**5,2 %**	**-3,9 %**	**-0,1 %**
Aliments, boissons et tabac	0,6	0,9 %	2,0 %	-5,9 %	0,9 %
Usines de textiles et de produits textiles	0,0	0,0 %	0,3 %	0,0 %	-1,0 %
Vêtements et produits en cuir	0,1	0,1 %	0,7 %	0,0 %	-2,5 %
Impression et activités connexes	0,1	0,1 %	0,7 %	0,0 %	-1,6 %
Meubles et produits connexes	0,1	0,1 %	0,9 %	0,0 %	0,1 %
Activités diverses de fabrication	0,0	0,0 %	0,6 %	0,0 %	0,6 %
Fabrication liée aux ressources	**4,5**	**6,7 %**	**3,0 %**	**-2,3 %**	**0,1 %**
Produits en bois	2,3	3,4 %	1,0 %	-4,6 %	0,4 %
Papier	1,5	2,2 %	0,7 %	-2,3 %	-1,3 %
Produits du pétrole et du charbon	0,0	0,0 %	0,1 %	0,0 %	-3,0 %
Produits minéraux non métalliques	0,1	0,1 %	0,4 %	26,0 %	1,5 %
Première transformation des métaux	0,6	0,9 %	0,7 %	0,0 %	0,8 %
Fabrication liée aux investissements	**1,0**	**1,3 %**	**5,8 %**	**3,2 %**	**1,0 %**
Produits chimiques	0,1	0,1 %	0,8 %	0,0 %	0,3 %
Plastique et caoutchouc	0,0	0,0 %	0,9 %	0,0 %	0,4 %
Produits métalliques	0,5	0,7 %	1,1 %	0,0 %	1,7 %
Machines	0,3	0,4 %	0,6 %	10,1 %	1,0 %
Produits inform. et électroniques	0,0	0,0 %	0,6 %	0,0 %	0,7 %
Matériel, appareils et composants électriques	0,0	0,0 %	0,4 %	0,0 %	1,1 %
Matériel de transport	0,1	0,1 %	1,4 %	0,0 %	1,1 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Fabrication liée à la consommation

Dans le secteur de la fabrication liée aux activités de consommation, on compte 900 emplois principalement dans le secteur de la fabrication des aliments et boissons (600 emplois), le secteur de l'impression (100), le secteur des vêtements et produits en cuir (100) ainsi que dans le secteur des meubles et les produits connexes (100). Chacun de ces secteurs doit composer avec une concurrence vive, soit des produits, soit des approvisionnements ou soit encore des intrants à la production nécessaires aux procédés de fabrication. Globalement, le secteur de la fabrication liée à la consommation n'offre pas de bonnes perspectives de croissance d'emploi avec un taux de croissance de -3,9 % de 2010 à 2012.

Le secteur des aliments et des boissons poursuit un développement modéré malgré les défis à relever. Des tendances lourdes telles que l'engouement pour les produits du terroir, une meilleure commercialisation des produits agricoles sur le marché ainsi qu'une possible transformation agroalimentaire (abattoir régional) constituent des défis d'importance pour ce secteur d'activité. Par contre, plusieurs entreprises ont vu leur marge brute se rétrécir en raison de l'augmentation du taux de change, du coût des matières premières (céréales, farines, huile) ainsi que du prix de l'essence. Au cours des dernières années, le secteur des aliments et des boissons était relativement stable. La fermeture définitive de Dallaire Spécialités explique presque en totalité cette diminution drastique du nombre d'emplois dans ce secteur. Pour 2010 à 2012, les perspectives de croissance sont de -5,9 % par année pour le secteur des aliments et boissons par rapport au 0,9 % de croissance au Québec.

Fabrication liée aux ressources

Dans le secteur de la fabrication, c'est celui relié aux ressources qui regroupe le plus d'emplois dans la région. En effet, on y recense 4 500 emplois, ce qui représente plus de 70 % de tous les emplois manufacturiers du territoire. Ce sont donc les industries de produits en bois et du papier ainsi que de la première transformation des métaux qui constituent l'essentiel de la structure manufacturière de la région témiscabitibienne.

Une décroissance de l'emploi est envisagée compte tenu des difficultés de l'industrie forestière québécoise. Les problèmes vécus par l'industrie forestière sont nombreux : la quasi-parité du dollar canadien avec la devise américaine; le protectionnisme américain sur le bois d'œuvre; la conjoncture de lendemain de crise du côté américain limitant le nombre de mises en chantier; l'accroissement de la concurrence internationale, surtout dans le domaine des pâtes et papiers; la concurrence du bois de Colombie-Britannique coupé à la suite d'une infestation majeure d'insectes, ce qui a entraîné une grande quantité de bois d'œuvre sur le marché américain; la baisse de la demande des produits traditionnels comme le papier journal. Pour toutes ces raisons, les perspectives d'emplois pour 2010 à 2012 sont moins bonnes en Abitibi-Témiscamingue. Ainsi, le secteur de la fabrication des produits en bois et celui du papier afficheraient des taux de croissance de -4,6 % et de -2,3 %.

Le secteur de la première transformation des métaux a été affecté par la baisse de la demande chinoise et américaine lors de la dernière récession de 2008-2009; toutefois la relance des activités de consommation en 2010 va bon train.

Le secteur de la première transformation des métaux a été touché par la baisse de la demande chinoise et américaine lors de la dernière récession de 2008-2009; toutefois la relance des activités de consommation en 2010 va bon train. Ceci signifie un retour à la stabilité avec une croissance de 0,0 % par année au cours de la période 2010-2012, comparativement à 0,8 % pour le Québec. Cette croissance nulle s'explique par la stabilité de ce secteur d'activité et surtout par le recouvrement de tous les emplois perdus lors de la récession. Les perspectives sectorielles sont plutôt stables pour le secteur de la première transformation des métaux qui demeure dépendant de la reprise de consommation dans l'industrie de l'automobile et l'industrie de la construction. L'incertitude devrait perdurer à court terme pour les métaux de base, malgré une amélioration des prix sur le marché, ce secteur étant plus dépendant de la conjoncture.

Fabrication liée aux investissements

Les activités manufacturières liées aux investissements sont peu présentes en Abitibi-Témiscamingue. On y compte en moyenne 1 000 emplois dont une majorité dans la fabrication de produits métalliques (500 emplois) et la fabrication de machines (300 emplois). C'est dans ce type d'activités liées aux investissements qu'on perçoit les écarts de pourcentage les plus importants entre le Québec (5,8 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (1,5 %). Pour la période de prévision 2010-2012, ce secteur devrait connaître de bonnes perspectives d'emplois avec une croissance de 3,2 % liée indirectement au développement minier et aux mégaprojets de construction dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, les petits nombres expliquant les forts pourcentages. Au Québec, la croissance prévue est de 1,0 %.

Industrie de la construction

Au cours des prochaines années, l'importance de l'industrie de la construction pour les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec sera indéniable. En effet, de 2010 à 2012, la liste des principaux chantiers de l'Abitibi-Témiscamingue annonce des investissements totaux de 1,2 milliard de dollars et de 5,2 milliards de dollars pour la région du Nord-du-Québec. Certes, des chantiers débutés en 2009 seront complétés en 2010, sinon dans les prochaines années.

Pour la période 2010 à 2012, la liste des principaux chantiers de l'Abitibi-Témiscamingue annonce des investissements totaux de 1,2 milliard de dollars et de 5,2 milliards de dollars pour la région du Nord-du-Québec. En 2010-2012, les perspectives d'emplois sont plutôt bonnes pour l'ensemble des services.

En Abitibi-Témiscamingue, de 2010 à 2012, les principaux investissements en cours ou à venir sont réalisés dans les projets suivants : la mine à ciel ouvert Osisko à Malartic (1 milliard de dollars), le projet Westwood d'Iamgold (110 millions de dollars), le Pavillon des sciences de l'UQAT (27 millions de dollars), la mine Géant Dormant (12,2 millions de dollars), la réfection de l'aréna Dave Keon (11,2 millions de dollars), le Canadian Tire de Val-d'Or (10 millions de dollars), les Résidences du Plateau (10 millions de dollars), la station de recherche agroalimentaire de l'UQAT (8,4 millions de dollars), un hôtel Quality Inn de Choice Hotels à Val-d'Or (9,5 millions de dollars), la microbrasserie Belgh Brasse (5,5 millions de dollars) et la fromagerie la Vache à Maillotte (1 million de dollars). Au cours de la même période dans le Nord-du-Québec, on retrouve tout d'abord le parachèvement d'Eastmain 1A-Rupert pour un investissement de 5 milliards de dollars, Mine Bracemac-McLeod d'Xstrata-Dommer Metal (158 millions de dollars), Mines Aurizon (20,7 millions de dollars) et un CHSLD à Chibougamau (11 millions de dollars).

Les perspectives pour l'industrie de la construction en Abitibi-Témiscamingue sont généralement positives pour 2010-2012, avec un taux de croissance annuel de 2,4 % en moyenne, comparativement à 1,3 % au Québec. L'industrie de la construction de l'Abitibi-Témiscamingue connaît donc une bonne croissance de ses activités avec les projets d'investissements de la région et de ceux de la Baie James. Les bas taux d'intérêt, les mégaprojets miniers, les projets d'infrastructure des gouvernements et les besoins sur le plan résidentiel en Abitibi-Témiscamingue contribueront à stimuler cette industrie. Il s'agit d'un domaine professionnel prometteur pour la main-d'œuvre de la région. Cependant, les retombées économiques seront limitées en raison du manque de main-d'œuvre.

Secteur des services

Pour 2010-2012, les perspectives d'emploi sont plutôt bonnes pour l'ensemble des services.

Au cours des trois dernières années, l'Abitibi-Témiscamingue compte en moyenne près de 48 900 emplois dans le secteur tertiaire, soit 73 % des emplois totaux, dont 18 600 dans les services à la consommation, 17 200 dans les services gouvernementaux et parapublics et 13 100 dans les services à la production. Pour 2010-2012, les perspectives d'emploi sont plutôt bonnes, avec un taux de croissance annuel de 1,3 % pour l'ensemble du grand secteur d'activité, comparativement à 1,1 % au Québec. La période post-récession est certes créatrice d'emplois mais il s'agit d'une croissance contenue.

Services à la consommation

Depuis 2000, on observe une croissance des services à la consommation en Abitibi-Témiscamingue comme ailleurs.

Les services à la consommation, qui sont des activités économiques dont le développement dépend en bonne partie des dépenses des individus, comptent pour 27,8 % des emplois en Abitibi-Témiscamingue, comparativement à 27,6 % au Québec. De 2010 à 2012, pour ce regroupement des services à la consommation, le taux de croissance s'élèverait à 0,9 %, soit un taux proche de celui du Québec où ce regroupement atteindrait 1,0 %.

Depuis 1990, l'emploi dans les services à la consommation a crû au rythme de 0,6 % en Abitibi-Témiscamingue, soit une croissance légèrement supérieure à celle de l'ensemble du marché du travail à 0,5 %. Depuis 2000, on observe une croissance des services à la consommation en Abitibi-Témiscamingue comme partout ailleurs. Celle-ci s'explique par un fort volume d'emplois, par des revenus personnels disponibles en hausse en raison de la faible inflation des dernières années, ainsi que par des changements dans la composition des ménages influençant le développement de nouveaux types de services à la consommation.

Commerce de détail

En 2007-2009, le commerce de détail constituait une activité marquante en Abitibi-Témiscamingue : 9 100 personnes y détenaient un emploi. Ce secteur s'est développé au gré de l'évolution de la population régionale depuis une vingtaine d'années avec la construction de nouveaux centres commerciaux et l'implantation de magasins à grande surface parfois au détriment des petits commerces. Ces investissements ont eu pour effet d'accroître néanmoins l'emploi. La revitalisation des centres-villes a aussi redynamisé ce secteur et a eu une influence sur le nombre d'emplois. En Abitibi-Témiscamingue, la récession a certes inquiété plusieurs ménages, ce qui aura limité leurs dépenses de consommation. De 2010 à 2012, les perspectives annoncent une croissance annuelle de 0,4 %. Au Québec le taux de croissance prévu est à 0,9 %.

Tableau 5

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la consommation

Région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Services à la consommation	18,6	27,8 %	27,6 %	0,9 %	1,0 %
Commerce de détail	9,1	13,6 %	12,4 %	0,4 %	0,9 %
Information, culture et loisirs	2,1	3,1 %	4,5 %	3,1 %	1,0 %
Hébergement et restauration	4,2	6,3 %	6,2 %	0,8 %	1,0 %
Autres services	3,2	4,8 %	4,6 %	1,0 %	1,3 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Information, culture et loisirs

Ce regroupement sectoriel rassemblait 2 100 personnes occupées en 2007-2009. Au fil des ans, la région de l'Abitibi-Témiscamingue s'est dotée d'attractions majeures dont le Musée minéralogique (Malartic), la Cité de l'Or et le Village minier de Bourlamaque (Val-d'Or), la Maison du frère Moffet et le Fort Témiscamingue (Ville-Marie), le Centre de téléconduite d'Hydro-Québec, la Maison Dumulon et l'Église orthodoxe russe

Les infrastructures touristiques mais surtout les nombreux festivals, foires et événements ont ajouté un nouveau dynamisme à l'industrie de la culture et des loisirs en Abitibi-Témiscamingue.

(Rouyn-Noranda), la Cathédrale et le Refuge Pageau (Amos), l'École du rang 2 (Authier), le Dispensaire de la garde (Lacorne), le remorqueur de bois T.E. Draper (Angliers), la Centrale des premières chutes (Notre-Dame-du-Nord) et le Musée de la gare (Témiscamingue). De plus, de nombreux événements attirent des touristes, dont principalement le Festival du Cinéma international, le Festival de musique émergente, le Festival des guitares du monde, le Festival pyromusical Osisko en lumière, le Festival DocuMenteur de Rouyn-Noranda, le Festival forestier de Senneterre, Aiguebelle en spectacle, la méga production Le Paradis du nord de La Sarre, le Tour de l'Abitibi et le Festival de l'humour de Val-d'Or, le Festival H_2O d'Amos, le Festival du camion de St-Félix, la Foire du camionneur de Barraute, le Rodéo du camion de Notre-Dame du Nord, le Festival western de Guigues et la Foire gourmande de Ville-Marie. Ces nombreux festivals, fêtes et foires ont ajouté un nouveau dynamisme à l'industrie de la culture et des loisirs en Abitibi-Témiscamingue.

Le secteur des services d'information, de la culture et des loisirs connaît un développement intéressant grâce, entre autres, à l'implantation du réseau à larges bandes. Selon les perspectives 2010-2012, la croissance du secteur de l'information, culture et loisirs pourrait atteindre 3,1 % en région contre 1,0 % au Québec, le secteur des médias étant plus caractérisé par les mises à pied alors que les secteurs de la culture et des loisirs gagnent en effectifs.

Hébergement et restauration

En 2007-2009, le secteur de l'hébergement et de la restauration de l'Abitibi-Témiscamingue était en essor : près de 4 200 personnes y occupaient un emploi, dont près de 75 % en restauration. Une participation plus grande des femmes sur le marché du travail a développé ce secteur. Conjuguée aux investissements réalisés dans l'industrie touristique, elle a aussi contribué au développement du secteur de l'hébergement. Pour 2010-2012, les perspectives du secteur de l'hébergement et de la restauration sont stables avec une croissance de 0,8 %, ce qui suit le taux de 1,0 % au Québec.

Autres services

En 2007-2009, le secteur des autres services, dans lequel on retrouve les soins personnels, les services de réparation et d'entretien, les services de nettoyage et les services funéraires, comptait au total 3 200 emplois. Les perspectives de croissance sont relativement bonnes, se situant à 1,0 % en Abitibi-Témiscamingue et à 1,3 % au Québec.

Services à la production

L'emploi dans les services à la production est généralement très diversifié et plus qualifié que dans les autres secteurs d'activités.

En 2007-2009, les services à la production occupaient environ 13 100 personnes dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue et représentaient 20 % de l'emploi total, comparativement à 26 % à l'échelle du Québec. Ce regroupement couvre les services publics (1 000 emplois), le commerce de gros (2 200), le transport et l'entreposage (3 200), les finances et les assurances (2 100), les services professionnels (2 300) et la gestion d'entreprises (2 300). L'emploi dans les services à la production est généralement très diversifié et plus qualifié que dans les autres secteurs d'activités. Au cours des dix-neuf dernières années, pour la période s'échelonnant de 1990 à 2007-2009, l'emploi dans les services à la production s'est accru de 1,0 % par année, une croissance plus forte que l'ensemble du marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue à 0,5 %, et en deçà des gains obtenus dans les services à la production du Québec à 2,1 %. Pour 2010-2012, la perspective de croissance des services à la production est relativement importante à 2,5 %.

Services publics

En 2007-2009, les services publics représentaient 1 000 emplois en Abitibi-Témiscamingue. Au cours des récentes années, ce secteur a généré beaucoup d'emplois en raison des nombreux travaux de développement de centrales hydroélectriques qui ont occasionné l'embauche de personnel en gestion de projet et de surveillance des travaux, mais aussi en raison du transfert des centrales qui, quant à lui, a occasionné l'embauche

de personnel de production. Pour la période 2010-2012, la croissance dans ce type d'activité économique devrait être de 3,2 %.

Tableau 6

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services à la production					
Région de l'Abitibi-Témiscamingue					
	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Services à la production	13,1	19,6 %	26,0 %	2,5 %	1,5 %
Services publics	1,0	1,5 %	0,9 %	3,2 %	1,1 %
Commerce de gros	2,2	3,3 %	4,0 %	1,5 %	1,5 %
Transport et entreposage	3,2	4,8 %	4,6 %	3,0 %	1,5 %
Finance, assurances, immobilier et location	2,1	3,1 %	5,9 %	1,6 %	1,4 %
Serv. prof., scientifiques et techn.	2,3	3,4 %	6,9 %	2,8 %	2,0 %
Gestion d'entreprises, soutien adm. et autres	2,3	3,4 %	3,7 %	2,8 %	1,2 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Commerce de gros

En 2007-2009, le commerce de gros représentait 2 200 emplois en Abitibi-Témiscamingue. Ce secteur n'a pas encore récupéré les emplois perdus au cours de la dernière récession de 2008-2009. Son développement dépend de l'évolution de l'activité manufacturière et de l'industrie des grands chantiers de construction. Pour 2010-2012, la croissance de ce type d'activités devrait atteindre 1,5 % en raison du rattrapage et des gains de productivité à venir en ce domaine.

Transport et entreposage

L'industrie du transport et de l'entreposage dépend de l'évolution de l'activité manufacturière, du dynamisme des secteurs du commerce de détail mais aussi du développement nordique pour lequel les entreprises de transport font beaucoup de démarchage.

En 2007-2009, le secteur du transport et de l'entreposage représentait 3 200 emplois en Abitibi-Témiscamingue, soit 4,8 % de l'emploi régional, comparativement à 4,6 % au Québec. Le transport et l'entreposage est le secteur d'activité le plus important du regroupement des services à la production. Ce secteur dépend de l'évolution de l'activité manufacturière, du dynamisme des secteurs du commerce de détail, mais aussi du développement nordique pour lequel les entreprises de transport font beaucoup de démarchage. La dernière récession de 2008-2009 a causé la perte de nombreux emplois; de plus, la hausse du coût du carburant a pu toucher la marge bénéficiaire de plusieurs camionneurs artisans ou encore des propriétaires des entreprises de transport. Pour 2010-2012, la croissance devrait atteindre 3,0 % en Abitibi-Témiscamingue comparativement à 1,5 % au Québec et devrait permettre un rattrapage des emplois perdus.

Finance, assurances, immobilier et location

En 2007-2009, le secteur de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location représentait 2 100 emplois en Abitibi-Témiscamingue. Ce secteur a perdu de nombreux emplois au moment de la dernière récession de 2008-2009 en raison de l'importante concentration des services au sein de quelques entreprises, mais aussi en raison de la

forte spécialisation et de l'informatisation de ces services. Pour 2010-2012, la croissance devrait atteindre 1,6 % en Abitibi-Témiscamingue comparativement à 1,4 % au Québec.

Services professionnels, scientifiques et techniques

En 2007-2009, le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques représentait 2 300 emplois en Abitibi-Témiscamingue. Ce secteur a perdu de nombreux emplois en raison de l'importante concentration de ce type de services à l'extérieur de la région, mais depuis la relance de l'industrie minière et des nombreux projets de construction sur le territoire et dans le Nord-du-Québec, il y a eu une reprise considérable des activités en ce domaine. Pour 2010-2012, la croissance annuelle moyenne devrait atteindre 2,8 % en Abitibi-Témiscamingue comparativement à 2,0 % au Québec.

Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres services de soutien

En 2007-2009, le secteur de la gestion d'entreprises, du soutien administratif et des autres services de soutien comptait 2 300 emplois en Abitibi-Témiscamingue. Ce secteur a perdu de nombreux emplois et suit de près l'évolution de la conjoncture économique. Pour 2010-2012, la croissance devrait atteindre 2,8 % en Abitibi-Témiscamingue et 1,2 % au Québec.

Services gouvernementaux et parapublics

Cet important secteur économique est la pierre angulaire de la qualité de vie en Abitibi-Témiscamingue car il regroupe des activités des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux et une panoplie des services gouvernementaux à tous les paliers.

En 2007-2009, quelque 17 200 personnes de l'Abitibi-Témiscamingue détenaient un emploi dans les services gouvernementaux et parapublics, ce qui représente 25,7 % de la main-d'œuvre totale, comparativement à 24,7 % pour le Québec. Cet important secteur économique est la pierre angulaire de la qualité de vie en Abitibi-Témiscamingue, car il regroupe des activités des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux et une panoplie des services gouvernementaux à tous les paliers. Parmi ces services, ce sont les domaines de la santé et de l'éducation qui procurent le plus d'emplois dans ce regroupement d'activités.

Au cours des dix-neuf dernières années, le nombre d'emplois dans les services gouvernementaux et parapublics s'est maintenu avec une progression de long terme de 1,5 % en moyenne par année, s'éloignant de celle de l'ensemble de l'économie à 0,5 %. Cette croissance se rapproche de celle du Québec qui se situe à 1,3 %. De 2010 à 2012, l'emploi dans les services gouvernementaux et parapublics afficherait une certaine croissance à 0,8 %, une projection identique à celle du Québec.

Services d'enseignement

En 2007-2009, ce secteur d'activité comptait quelque 4 200 personnes en emploi, soit 6,3 % de l'emploi total, suivant de près les 6,7 % du Québec. Au cours des récentes années, il y a eu tout de même une stabilité de l'emploi grâce aux activités de recherche et à l'afflux d'étudiants étrangers et de la clientèle autochtone rattachée à l'UQAT et au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. Cela compense la baisse d'effectifs dans les secteurs primaire et secondaire des commissions scolaires de l'Abitibi-Témiscamingue. Par ailleurs, l'augmentation des clientèles en formation générale des adultes et en formation professionnelle sont des facteurs de croissance pour les emplois de ces secteurs d'activités. Pour l'ensemble des services d'enseignement de l'Abitibi-Témiscamingue, la prévision de croissance annuelle est de 0,8 % d'ici 2012, comparativement à 0,3 % au Québec.

Le secteur des soins ambulatoires et hôpitaux conjugué à celui des autres soins de santé et d'assistance sociale, constitue, avec 9 400 emplois, le premier secteur d'activité en importance sur le marché du travail en Abitibi-Témiscamingue.

Soins ambulatoires et hôpitaux

En 2007-2009, on dénombrait dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue 5 200 personnes occupées dans les soins ambulatoires et dans les hôpitaux, ce qui représente 7,8 % des emplois totaux de l'Abitibi-Témiscamingue. De 2010 à 2012, la prévision de croissance annuelle moyenne est de 1,3 % pour la région et de 1,4 % pour le Québec.

Tableau 7

Répartition et perspectives de l'emploi dans les services publics et parapublics					
Région de l'Abitibi-Témiscamingue					
	Moyenne 2007-2009			2010-2012	
	Nombre (en milliers)	Part de l'emploi		Taux de croissance annuel moyen	
	Régional	Régional	Au Québec	Régional	Au Québec
Serv. gouv. et parapublics	17,2	25,7 %	24,7 %	0,8 %	0,8 %
Services d'enseignement	4,2	6,3 %	6,7 %	0,8 %	0,3 %
Soins ambulatoires et hôpitaux	5,2	7,8 %	6,5 %	1,3 %	1,4 %
Autres soins de santé et assistance sociale	4,5	6,7 %	5,6 %	1,5 %	1,8 %
Administration fédérale	0,3	0,4 %	2,1 %	0,0 %	-0,4 %
Adm. provinciales et territoriales	2,0	3,0 %	1,9 %	-1,7 %	-0,4 %
Adm. locales, mun., régionales	1,0	1,5 %	1,8 %	0,0 %	0,5 %

Source : Service Canada, Région du Québec
Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada (voir Notes méthodologiques)

Autres soins de santé et assistance sociale

En 2007-2009, la région de l'Abitibi-Témiscamingue comptait 5 200 personnes occupées dans les autres soins de santé et de l'assistance sociale, soit 6,7 % de l'ensemble des emplois régionaux. Le secteur des soins ambulatoires et hôpitaux conjugué à celui des autres soins de santé et d'assistance sociale, constitue, avec 9 400 emplois, le premier secteur d'activité en importance sur le marché du travail. Les CSSS représentent généralement le plus important employeur de leurs territoires respectifs. De 2010 à 2012, la prévision de croissance annuelle moyenne de l'emploi pour les autres soins de santé et d'assistance sociale serait de 1,5 %, comparativement à 1,8 % au Québec. Les départs massifs à la retraite et la pénurie de main-d'œuvre, qui demeurent la priorité des gouvernements, expliquent en partie cette faible croissance d'effectifs.

Administration publique

En 2007-2009, l'administration publique demeure un secteur d'emploi important avec 3 300 emplois, dont 300 dans la fonction publique fédérale, 2 000 dans la fonction publique provinciale et 1 000 dans la fonction publique locale, municipale ou régionale. Au Québec, l'administration publique correspond à 5,8 % du total des emplois comparativement à 4,9 % en Abitibi-Témiscamingue. Pour l'horizon 2010-2012, les taux de croissance prévus seraient de -1,0 % pour l'ensemble du secteur d'activité des administrations publiques, comparativement à un taux de croissance de -0,1 % pour le Québec.

Au cours de cette période de prévision, l'administration fédérale afficherait une croissance nulle en Abitibi-Témiscamingue comparativement à -0,4 % au Québec. Au palier provincial, les perspectives de croissance sont de -1,7 % en Abitibi-Témiscamingue et de -0,4 % au Québec. Les politiques d'austérité et de rationalisation annoncées par le gouvernement du Québec mèneraient à de telles baisses d'effectifs au cours de la période 2010-2012. Enfin, en ce qui a trait aux emplois de l'administration locale, municipale et régionale, les perspectives de croissance seraient de 0 % en Abitibi-Témiscamingue comparativement à 0,5 % au Québec. La faible croissance démographique en région explique en partie cette limitation territoriale des emplois.